
Volume 14, Issue 3 /2012 - French

Nous sommes l'Europe

Avec ce manifeste, les politiciens, les artistes et les intellectuels des pays de l'Union européenne ont appelé dans la presse européenne à « une reconstruction de l'Europe par le bas ». En réponse à la crise de l'euro et en particulier à l'effondrement des marchés du travail dans certains pays de l'Union européenne, ils ont appelé à une « année de volontariat » pour chaque citoyen européen. L'idée lancée par le président américain J.F. Kennedy d'un « Corps de la Paix » pourrait alors trouver à se réaliser en Europe. Ce serait le signe de la participation active de chacun, plutôt que de laisser aux politiciens et aux technocrates l'entière responsabilité des actes et des décisions.

Dans le contexte de la suppression du Congrès de l'AEDH à Athènes, nous avons maintes fois appelé à une action de solidarité, car nous pensons qu'ainsi seulement peut persister une « Europe sociale ». Les jeunes, en particulier, ont besoin d'une telle Europe, comme un signe d'encouragement, quand on sait qu'actuellement un Européen sur quatre de moins de 25 ans se retrouve sans travail ! C'est la raison pour laquelle le manifeste bénéficie de notre soutien. On ne peut pas se contenter uniquement de prôner de belles paroles, on se doit d'encourager la participation active de chacun. Et c'est ici que l'AEDH se considère toujours porteuse d'une responsabilité car il y a menace, s'il n'y a plus confiance dans notre structure sociale, que l'équilibre social que nous avons bâti ne survive pas. Les hôpitaux sont sans conteste un élément important pour la garantie de l'équilibre social (leur mission peut être, selon le système, plus ou moins être marquée par l'austérité ou se retrouver sous pression) et cela constitue, en particulier dans une période où on constate un appauvrissement de la population, une contribution indispensable, indépendamment des prestations effectuées pour les soins de santé. Alors, la structure sociale peut être secourue. Si ce constat est bien réel au niveau national, il devrait également se manifester au niveau de l'Union européenne.

Les systèmes de santé sont encore sous la compétence exclusive des États. Néanmoins, la mise en œuvre obligatoire de la directive sur les soins de santé transfrontaliers a marqué un signe clair de changement. Le ministre de la Santé luxembourgeois Bartholomeo a souligné dans son allocution d'ouverture à la Conférence européenne des hôpitaux (en 2011 à Düsseldorf) le champ d'application majeur de la directive. Elle assure non seulement le droit à un remboursement pour l'utilisation des services de santé où que l'on soit en Europe, mais elle oblige également les États à la transparence quant à la qualité des services offerts.

Il va sans dire que si les ministères de la Santé s'en font une obligation, ils sont suivis de près par tous les prestataires de soins de santé et en particulier les hôpitaux. C'est ce que demande le manifeste dont il est question ci-dessus qui prône « une reconstruction de l'Europe par le bas » : une occasion est fournie aux directeurs d'hôpitaux de participer activement au processus européen pour des services de santé de haute qualité et des offres de santé transparentes. Si des normes de qualité existent pour tous les pays, on peut penser que les comparaisons, les classements des points forts et des faiblesses de chacun suivront sans attendre. Personne alors ne pourra alors refuser à un patient des résultats transparents et des informations concernant la qualité des soins de santé.

Pour l'AEDH, ce processus qui consiste à façonner par le bas n'est pas seulement une préoccupation. C'est également un objectif contraignant. Après la conférence d'ouverture de MEDICA, nous invitons tous nos membres à un autre séminaire, le 16 Novembre 2012, à Düsseldorf. En se servant d'exemples concrets pour discuter les normes de qualité, nous voulons initier un profond processus de réflexion qui se veut une invitation à un travail ultérieur au sein des associations nationales et espère faire porter le regard de chacun sur ses voisins européens. Ces suggestions, une fois retravaillées par nos membres, pourraient constituer le socle de la mise en œuvre de la directive européenne. Nous pourrions ainsi être un bon exemple de l'élaboration d'une Europe par le bas. Notre attention devrait se porter moins sur des réglementations bureaucratiques, qui sont pourtant essentielles, que sur les besoins des patients. Forts de cet engagement, il est de notre devoir, de toute façon, en tant que directeurs d'hôpitaux, de rester disponibles dans la gestion quotidienne du fonctionnement de nos établissements. À partir de maintenant, c'est un rôle qu'en tant que citoyens européens nous réaliserons en partant du bas.

Published on : Tue, 25 Sep 2012